



## Introduction

# Formation scolaire et insertion professionnelle des enfants d'immigrés

par Roxane Silberman

Ce dossier traite des questions de scolarisation et d'insertion professionnelles des enfants d'immigrés, des différences que l'on peut observer entre eux et les enfants de parents non immigrés comme de celles qui existent entre enfants d'immigrés d'origine nationale différente. Il a pour origine une journée du séminaire du Lasmus-IdL « Formation, insertion et carrières en Europe » animé par Annick Kieffer, Catherine Marry et Roxane Silberman avec l'appui du Céreq. Deux articles, celui de Richard Alba, Johann Handl et Walter Müller centré sur l'école en Allemagne avec en toile de fond, les États-Unis, et celui de Roxane Silberman et Irène Fournier qui traite de l'entrée sur le marché du travail en France, en sont directement issus. Cette dimension de comparaison internationale est également présente dans l'entretien mené par Pierre Roche avec Gérard Noiriel qui explore la spécificité française de la relation entre industrialisation, démocratisation et immigration par rapport à la Grande-Bretagne. L'approche historique qui domine dans l'article où Gérard Noiriel revient sur les conclusions de plusieurs de ses travaux précédents permet de mettre en perspective les travaux sociologiques menés sur la période actuelle. Le travail plus qualitatif de Mahamet Timera apporte des éclairages complémentaires en particulier sur la dimension sexuée des processus analysés.

En présentant ensemble ces textes, il s'agit bien évidemment de contribuer à développer des analyses encore trop rares sur les populations issues de l'im-

migration, mais aussi d'apporter des éléments de réflexion générale sur le fonctionnement des sociétés contemporaines dont elles sont partie prenante. Prendre les enfants d'immigrés comme objet, ce n'est pas les mettre à part, les considérer en dehors des processus sociaux qui traversent une société. Le premier travail du sociologue comme de l'historien, c'est de replacer ces enfants d'immigrés dans l'ensemble de la société. À travers les questions qu'ils posent, les auteurs participent donc à la réflexion générale sur scolarisation et insertion professionnelle. Sur quatre points au moins ils permettent d'avancer.

En insistant sur les conditions historiques de l'immigration, la succession des générations et le chemin qui mène des grands-parents dans les pays de départ aux petits-enfants socialisés et scolarisés dans les pays d'immigration, et passe par le projet d'immigra-

**Roxane Silberman** est chercheur au Lasmus-IdL, CNRS. Elle mène des recherches sur les populations issues de l'immigration. Elle a notamment participé aux ouvrages *Économie politique des migrations clandestines de main-d'œuvre, Comparaisons internationales et exemple français*, Publisud, 1986 et *Cent ans d'immigration. Étrangers d'hier. Français d'aujourd'hui*, PUF/Ined, 1991, elle a entamé des travaux sur la mobilité professionnelle et sociale des immigrés et de leurs enfants. Dernière publication : « L'insertion professionnelle des enfants d'immigrés » in *La scolarisation de la France, Critique de l'état des lieux*, La dispute, 1997.

tion des parents et leurs aspirations, les différents articles mettent tous en lumière l'importance de la dimension de la mémoire des générations dans la compréhension des processus de mobilité sociale qui constituent l'horizon des questions de scolarisation et d'insertion professionnelle. Ils conduisent ainsi à désenclaver le concept d'insertion que l'on a trop vu comme un processus ponctuel (Vincens J., 1998).

Dans une large mesure, même si c'est de façon inégale, la focalisation sur la question des différences ethniques ne fait pas disparaître celle des différences sexuées. La lecture de ces articles permet de mieux comprendre comme elles peuvent s'articuler et révéler le fonctionnement global d'une société qui tend au contraire à en faire des objets spécifiques, toujours considérés en marge.

Les hiérarchies différentes entre origines nationales qui apparaissent d'un pays à l'autre (Maghrébins versus Portugais en France, Italiens et Turcs versus Grecs en Allemagne) invitent enfin à critiquer l'essentialisme des catégories sur l'origine nationale. Ces différences tiennent en grande partie à des caractéristiques différentes des flux migratoires, liés à la fois aux conditions de départ et aux conditions d'arrivée inégalement sélectives. Elles sont également modelées par les structures sociales et institutionnelles des pays d'immigration. Au-delà du champ des travaux sur l'immigration, elles invitent à la prudence dans l'utilisation de la notion de modèle culturel pour expliquer les itinéraires scolaires comme professionnels.

À travers ce dossier enfin, une question centrale apparaît. Dans quelle mesure les différences observées à l'école et sur le marché du travail renvoient-elles à la discrimination ? Qu'est ce que la discrimination ? Comment se construit-elle ? Quelles peuvent en être les conséquences à long terme ? S'agit-il là de phénomènes déjà vus dans le passé que met au jour l'historien, ou bien doit-on redouter que la transformation du rôle de l'école, la dégradation des situations du marché du travail et les perspectives annoncées de baisse des emplois peu qualifiés où s'inséraient les enfants d'immigrés inaugurent un contexte radicalement nouveau où la discrimination pourrait alors engendrer des phénomènes d'exclusion à long terme ? Ce n'est plus alors de processus d'insertion mais d'exclusion qu'il faudrait parler. Cette question est aujourd'hui à l'ordre du jour dans nombre de sociétés. C'est elle qui taraude la société française penchée sur ses banlieues.

La discrimination n'est pas facile à observer, à démontrer. Dans les modèles statistiques, elle n'appar-

raît en effet le plus souvent que comme l'élément résiduel de l'analyse, une fois pris en compte les effets de structure. On peut discuter de cette méthode d'une façon générale, comme on peut discuter de l'interprétation du résidu. C'est une question que l'on retrouve dans les analyses portant sur les femmes. Par ailleurs la France, à la différence des pays de culture anglo-saxonne, n'a guère mis en place de dispositifs d'observation de la discrimination liés à des protocoles d'expérimentation. Ce dossier contribue à cette discussion.

L'origine sociale, le niveau d'éducation des parents, les différences de sexes, sont les grands déterminants de fond qui expliquent aussi bien la scolarité des enfants d'immigrés, marquée par un faible niveau de diplôme et une prédominance des filières courtes et professionnalisées, que leur entrée sur le marché du travail caractérisée par un chômage et une précarité de l'emploi plus forts. Alba, Handl et Müller, Silberman et Fournier s'accordent sur ce point central. On retrouve là des résultats plus anciens sur les cursus scolaires en France. Silberman et Fournier retrouvent également une observation déjà formulée par Granovetter (1974) : dans un contexte d'aggravation des conditions d'emploi, le jeu des relations du capital social sur le marché du travail tend à se renforcer pour les enfants d'immigrés comme pour l'ensemble des jeunes. Ces mécanismes vont dans le sens d'un renforcement des inégalités entre les jeunes, notamment parmi ceux issus de l'immigration. Les enfants d'origine maghrébine, les plus démunis en diplômes, sont aussi les plus pauvres en relations sociales.

Mais ces éléments de fond ne suffisent pas pour autant à caractériser la situation des enfants d'immigrés, pour au moins deux raisons.

1) Le raisonnement « toutes choses égales par ailleurs » est nécessaire mais non suffisant. Les distributions très inégales des populations du point de vue de l'origine sociale et du niveau d'éducation des parents sont renforcées par les phénomènes de concentration résidentielle et scolaire. Elles concourent à former les représentations des acteurs qui perçoivent les inégalités non corrigées des effets de structure. La perception commune partagée par les populations issues de l'immigration comme par l'ensemble de la population est qu'une partie de ces populations est l'objet de discriminations. Ces perceptions ont une incidence possible sur les comportements des acteurs. On est proche ici de la notion d'*eth-class* avancée par Milton M. Gordon (1964).

2) On observe à des degrés variables des différences résiduelles significatives aussi bien entre enfants d'immigrés et enfants de parents non immigrés, qu'entre enfants d'immigrés d'origine nationale différente. Ces différences qu'Alba, Handl et Müller observent sur les cursus scolaires pour l'Allemagne et Silberman et Fournier sur les trajectoires d'entrée dans le marché du travail ne peuvent être expliquées entièrement par le modèle classique d'acquisition d'un niveau d'éducation puis d'une position sociale.

Ce handicap (ou gain à l'inverse) ethnique est renvoyé par les différents auteurs à une explication dynamique, qui s'intéresse aux processus et non plus au simple jeu des variables juxtaposées. Alba, Handl et Müller font ainsi ressortir le lien entre l'état du projet migratoire des parents (intentions de retour ou non), le climat culturel du foyer parental (langue parlée) et les investissements scolaires, dans un contexte de séparation précoce des filières scolaires qui est celui de l'Allemagne. Silberman et Fournier construisent la discrimination sur le marché du travail comme un processus qui s'enracine dans les différences d'origine sociale et les aspirations et stratégies scolaires des parents qui leur sont liées, relayées par des représentations plus ou moins négatives des enfants sur leur situation. Les auteurs suggèrent un processus qui enchaîne aspirations, situations conflictuelles, effet de signalement négatif pour les employeurs et renforcement à terme de comportements discriminatoires qui peuvent se nourrir de ce processus. Ces observations invitent à une autre lecture des carrières scolaires. Une scolarité apparemment meilleure, liée à l'accès à la voie de l'enseignement général, telle qu'elle est décrite par Vallet et Caille (1996), peut se traduire par une plus grande précarisation sur le marché du travail, pour tous ceux qui n'obtiennent pas un diplôme ouvrant à l'enseignement supérieur.

L'opposition suggérée par les auteurs entre un modèle de « mobilité ouvrière » de l'immigration portugaise, choisissant plutôt les filières professionnelles et l'apprentissage, et celui de l'immigration algérienne poussant ses enfants dans les filières générales, entre en résonance avec le modèle français de mobilité sociale décrit par Noiriél d'un monde rural enraciné dans la petite propriété, ayant accédé au droit de vote avant la révolution industrielle à la différence de l'Angleterre et de l'Allemagne, et capable de résister à la rationalisation du travail et forçant le patronat à recourir à l'immigration de façon très précoce.

La contribution de Mahamet Timera éclaire les différences repérées par Silberman et Fournier entre gar-

çons et filles. Les entretiens menés auprès d'un échantillon de jeunes filles d'origine africaine noire montrent l'existence de processus paradoxaux où les contraintes de la reproduction communautaire associées à une moindre pression scolaire et professionnelle favorisent indirectement leurs performances scolaires, les laissant continuer leur scolarité dans l'attente du mariage, mais induisant aussi à terme leur autonomisation. On retrouve là des résultats plus généraux sur les scolarités des filles.

L'entretien réalisé par Pierre Roche avec Gérard Noiriél permet de mettre en perspective ces résultats. Noiriél évoque les conditions de l'appel à l'immigration, les processus d'exclusion qui se mettent en place avec les systèmes de protection du marché du travail et la constitution des droits attachés à la nationalité, le rôle joué par l'immigration dans les mécanismes d'ensemble de la mobilité sociale en France. L'exclusion des immigrés apparaît ainsi comme le revers de l'intégration de la classe ouvrière, non exclusive d'une mobilité sociale lente des immigrés et de leurs enfants. La dimension historique permet de souligner l'ancienneté et la récurrence des phénomènes des processus d'exclusion, ponctués de phases plus ou moins aiguës de xénophobie. Mais Noiriél souligne que ce schéma historique ne permet pas d'analyser les données nouvelles dans une situation inédite caractérisée par un fort chômage structurel.

Comme le montre Noiriél, ces questions constituent l'une des clés importantes d'entrée dans le débat sur la légitimité d'indicateurs d'ordre ethnique, tel qu'il s'est récemment cristallisé en France. Le dossier présenté ici n'aborde pas cette question directement mais peut contribuer à l'éclairer. Notre conviction est qu'on ne peut entrer dans ce débat qu'en étudiant la population des enfants d'immigrés, sans préalables sur la légitimité des indicateurs qui permettent de construire cette population, ce qui n'exclut évidemment pas d'en donner les règles de construction et d'en discuter les limites de validité. Les enfants d'immigrés ont émergé comme fait social. Le sociologue comme l'historien doivent s'en saisir, en expliquer le surgissement, quitte à le reconstruire autrement. Les travaux sur l'ethnicité ont souligné le caractère éminemment construit et fluctuant de cette notion. Les évolutions de l'État, de la citoyenneté, de la notion d'équité sont mobilisées pour expliquer l'expansion des phénomènes qualifiés d'ethniques. Les processus d'exclusion liés aux nouvelles conditions d'un marché du travail plus exigeant sont l'un des éléments qui peuvent y concourir. ■

---

## Bibliographie

---

Gordon M.-M. (1964), *Assimilation in American Life*, Oxford University Press.

Granovetter M.-S. (1974), *Getting a Job. A Study of Contacts and Careers*, Harvard University Press, Cambridge.

Vallet L.-A. et Caille J.-P. (1996), « Les élèves étran-

gers ou issus de l'immigration dans l'école et le collège français », *Les dossiers d'Éducation et Formation*, n° 67, ministère de l'Éducation nationale, Paris.

Vincens J. (1998), « L'insertion professionnelle des jeunes : quelques réflexions théoriques », in *Formation Emploi*, n° 61, janv.-mars, p. 59-72.